

COMPTE RENDU CSAL 11042024

Le CSAL s'est tenu ce jeudi 11 avril 2024 en Direction.

Dans leur déclaration liminaire, cf sur notre site local, les élus Solidaires ont commenté la « concertation » sur le projet de loi de la Fonction publique.

Ils ont dénoncé les voies en cours sur la rémunération au mérite, les sujets abordés sur les licenciements dans la Fonction publique dans un contexte de coupe budgétaire, et de mesures salariales bien trop insignifiantes.

LES SUJETS DU JOUR :

Concernant le respect de la **RÉGLEMENTATION**, le Ddfip s'est à nouveau excusé de ne pouvoir honorer le règlement intérieur. Fourniture des documents en dehors des délais, procès verbaux incomplets transmis avec plusieurs semaines de retard, le DDFIP invoque la charge de travail pour l'équipe de Direction et le manque d'effectif. Dans un discours « Allo Maman Bobo » qui revient en boucle depuis début 2024, le Ddfip assume certains manquements sur le règlement intérieur.

Peu importe au final que les élus soient aussi des agents sur-sollicités dans leurs services et sur leurs mandats, l'équipe de Direction est autocentrée sur son unique cas. Pourtant l'intérim au niveau RH n'aura duré que trois mois et le nouvel Afip arrivé en Septembre est en surnombre sur le schéma des effectifs 2023. Pour avoir dénoncé les problèmes d'effectif au sein des services depuis plusieurs années (souvent dans l'indifférence polie des directeurs), nous comprenons cependant les problématiques de notre équipe dirigeante qui devrait manifester plus de compréhension à l'avenir sur le sujet des moyens humains.

Sur le **BUDGET**, le budget présenté ne tient pas compte du coup de rabot opéré après les erreurs de prévision du ministre de l'économie. Les informations transmises au niveau national font état de 10 millions d'euros d'économie pour la Dgfip à répartir sur les directions hors centrale, pour apporter une réponse au déficit budgétaire de 10 milliards. Il s'agirait d'une contribution de 5 % de la part agent du budget à savoir les dépenses des personnels non permanents. Une proportion bien souvent utile pour nos services saturés, qui sera donc amputée cette année à cause d'une petite imprécision budgétaire de Bercy. Pour la Ddfip 05, l'inspectrice du BLI annonce un rabot de 27 000 €. Des échanges ont eu lieu sur les différents postes budgétaires (Loyers, Parc Automobile, Frais de Justice, Téléphonie).

Pour la **CAMPAGNE IR**, présentée par le responsable adjoint, David Chauvin annonce le déport de la réception à l'Alp' Arena à Gap (Six à huit boxes de réception sur la période), la fermeture définitive à Embrun, et le rôle des Mfs à l'exception plus que regrettable de la Maison France Service de Briançon.

Les élus Solidaires interviennent sur la réception physique, le soutien du PCR/PCE, les inquiétudes des personnels à être présent sur tous les fronts : Accueil physique, APRDV, E contact, BALFUS, Ligne téléphonique nationale, permanences MFS. Nous nous exprimons sur la situation d'Embrun qui risque de perturber la population locale (avec un nombre de 3 permanences en lieu et place de l'ancienne situation) et le risque de saturation sur Briançon sans soutien des MFS et un déport de la population du bassin embrunais sur le SIP de la Cité Vauban.

Nous rappelons à David Chauvin, le marasme GMBI 2023, en espérant que la situation soit maîtrisée. Pour GMBI, un membre du Sdif sera présent, mais nous indiquons à l'équipe de Direction qui semble l'ignorer que GMBI s'oriente sur deux volets : Mise à jour TH pour les SIP et processus d'évaluation pour les SDIF.

Au final de nombreuses incertitudes sont sur le papier. Nous demandons que dans ce cadre incertain, aucune pression ne soit mise sur les personnels dans le cadre de l'émission accélérée fixée au 27/06/2024.

Pour Embrun nous déplorons dans notre liminaire, que la communication sur la fermeture n'ait pas fait l'objet de plus de précisions. Il aurait convenu de rappeler au public que cette fermeture résulte du NRP et d'une décision politique. Pendant 4 ans, nos agents ont maintenu le lien, il eût été bon de le mentionner au vu de certains témoignages peu flatteurs sur les réseaux sociaux.

Comme nous l'indiquons au Directeur, SFP 05 sera toujours du côté des agents pour les défendre dans leur intégrité et investissement professionnel, auprès du grand public notamment. La conférence de presse le 17 avril sera l'occasion pour la Direction de remédier à cette communication mi-figue, mi-raisin.

Nous avons également abordé le sujet de **la semaine en 4 JOURS (Dossier Complet et annexe de ce mail)** et la situation **des travaux de la Cité (et non du parking)**, déplorant la communication encore approximative de la direction sur ce sujet. Nous sommes en mesure de vous annoncer que deux rendez vous sont fixés pour l'ex CES, FS le 14/06 et 20/06 (**Dossier complet en annexe de ce mail**).

Nous indiquons au directeur que les propos de certains chefs de service mentionnant que la consultation sera terminée au 15/05 sont irresponsables. Les acteurs de Prévention et les élus FS auront un rôle prépondérant auprès des personnels. N'oublions pas de rappeler que sur la question de la santé et sécurité au travail, la responsabilité pénale du Directeur est engagée.

Il serait donc dangereux de « squeezer » la Formation spécialisée (Ex CHS), et tel ne sera pas le cas.

Sur l'unification du recouvrement des créances pro, nous dénonçons une communication opaque et absente durant plusieurs semaines, source d'un climat anxieux. Par ailleurs une réunion de deux heures pour un tel projet (le 16/04) relève de la plaisanterie et du mépris, pour les agents concernés, quand on compare la mise en place en Savoie basée sur dix-huit mois d'échanges avec tous les acteurs concernés.

Sur le pont du 10 Mai, cf Avis joint, réponse négative du Directeur. Ce dernier ne parvient pas à nous expliquer pourquoi chaque département a fait sa sauce dans son coin. Il s'agissait pour nous d'un élément symbolique de reconnaissance à destination des personnels. Message raté sur toute la ligne, Renaud Rousselle considère que les agents de la Dgfp ont un volant de congés suffisant. Interpellé sur les CET à ras bord, et les jours écartés, il restera distant.

Pour la question des enfants et l'absence de scolarisation le 10/05, sa réponse nous paraît hors sol.

Certes, tous les agents ont des problématiques de toutes sortes, mais la lecture du guide de la parentalité du ministère, en livre de chevet permettrait à notre administration de dépoussiérer certains modes de raisonnement d'un autre temps, et de susciter plus d'attractivité chez les jeunes.

Objectif final dixit Renaud Rousselle, 20 % des effectifs et tous les chefs de service sur le pont le 10/05/2024

Sujets Divers :

- Candidatures en cours pour le Responsable du Sip de Briançon
- Suppression d'un poste EDRA, qui par ricochet annule la suppression du poste du PCR pour assurer la création de deux postes à la BCR, dans le volet Emploi 2024
- Mouvement local fin mai 2024